



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

**DIRECTION GENERALE
DES SERVICES**

*DIRECTION DES FINANCES
Département de Gestion Financière DGA 3
Site de Lyon*

Votre interlocuteur :
Charles GUILLOUX
Assistant(e) de gestion
Courriel : charles.guilloux@auvergnerhonealpes.fr
Tél : 04 26 73 42 48

Références internes à communiquer systématiquement :

Dossier : 18 004028 01 - 40893

Programme : P089

Bénéficiaire : UNIVERSITE LUMIERE LYON 2

Opération : P089O002

Imputation : 939 92 65738

Centre de Responsabilité GDA : RECH (site Lyon)

CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le budget de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
- VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment le chapitre III du titre Ier.
- VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.
- VU la délibération n° 16.00.06 du conseil régional du 4 janvier 2016 portant délégations du Conseil Régional à la Commission Permanente
- VU la délibération n° 856 du conseil régional du 22 septembre 2016 approuvant le règlement des subventions
- VU la délibération n°1303 de la Commission permanente du 17 novembre 2016 approuvant le modèle type de convention attributive de subvention régionale
- VU la délibération de la commission permanente du Conseil régional du 29/03/2018, relative au programme suivant : Recherche,
- VU le dossier de demande de financement déposé par le bénéficiaire suivant : UNIVERSITE LUMIERE LYON 2 déclaré complet le 09/02/2018,

ENTRE

La Région Auvergne-Rhône-Alpes, sise 1 esplanade François Mitterrand à Lyon (Rhône), représentée par Monsieur Laurent WAUQUIEZ, Président du Conseil régional,
ci-après désignée « la Région »

ET

Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
Lyon
1 Esplanade François Mitterrand
CS 20033 — 69269 Lyon Cedex 2
Tél. 04 26 73 40 00 Fax. 04 26 73 42 18

Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
Clermont-Ferrand
59 Boulevard Léon Jouhaux - CS 90706
63050 Clermont-Ferrand Cedex 2
Tél. 04 73 31 85 85

UNIVERSITE LUMIERE LYON 2
représenté(e) par Nathalie DOMPNIER
N° SIRET : 19691775100014
ci-après désigné « le bénéficiaire »

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire s'engage, **à son initiative et sous sa responsabilité**, à réaliser le projet suivant (ou mener à bien le programme d'actions) La prostitution entre Grenoble et Lyon du XVIIIe siècle au milieu du XIXe siècle. Représentations, espaces et pratiques, au financement duquel la Région participe.

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties ci-dessus désignées.

ARTICLE 2 : COMMUNICATION ET MENTION DE L'AIDE REGIONALE

Le bénéficiaire de subventions régionales a l'obligation de communiquer sur l'existence du financement régional auprès des destinataires finaux et auprès du grand public. Cette obligation de publicité est indispensable pour faire connaître l'implication en proximité de la Région Auvergne-Rhône-Alpes dans la vie quotidienne des habitants.

L'aide financière régionale doit ainsi être mentionnée selon des modalités précisées dans l'annexe à la présente convention et adaptées à la nature du projet subventionné.

Le bénéficiaire doit justifier du respect de cette obligation, la Région se réservant le droit de le contrôler en cours de projet ou a posteriori. Le non respect de cette obligation pourra suspendre le versement de la subvention.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION REGIONALE

Dans le cadre de Recherche, et sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles, la Région a attribué à UNIVERSITE LUMIERE LYON 2 (69),

Une subvention forfaitaire de fonctionnement d'un montant maximal de **30 444,00 €**.

La dépense éligible constitue l'ensemble des dépenses liées au projet, retenues par la Région, devant être payées et justifiées par le bénéficiaire. Elles devront être identifiables et contrôlables.

Le détail de la dépense éligible est précisé en annexe.

Pour obtenir le versement intégral de la subvention, le bénéficiaire doit justifier de dépenses à hauteur du montant du forfait. Si la dépense justifiée n'atteint pas ce montant, la subvention versée correspondra au total des dépenses réellement justifiées.

Le montant de la subvention n'est pas révisable à la hausse, même si le total des dépenses réellement justifiées dépasse le coût prévisionnel du projet.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire sur demande écrite, qui ne peut la reverser, en tout ou partie, à un tiers.

Elle sera versée selon les modalités suivantes :

- une avance de 20 % du montant de la subvention au vu de la convention signée ;
- le solde après production :
 - du certificat d'inscription en thèse de l'allocataire concerné, pour l'année en cours ;

- d'un état récapitulatif par allocataire des dépenses globales, conforme au modèle ci-joint daté et signé en original par le comptable de l'établissement ou de l'organisme subventionné (signature identifiable) ;

sur cet état, figureront notamment le montant brut de l'ADR, les charges patronales, les charges salariales, les montants nets, les 10 % maximum reversé pour la constitution de fonds d'allocation pour perte d'emploi ou le montant versé à Pôle Emploi.

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le concours financier de la Région par tous moyens appropriés à la nature de l'objet subventionné conformément à l'annexe et à adresser à la Région les documents de nature à attester du respect de cette obligation.

Ces documents devront être produits au plus tard au moment de la demande du premier acompte ou en l'absence d'acompte, au moment de la demande de solde de la subvention et en conditionneront le versement. Ces pièces seront conservées sous la responsabilité de la Région Auvergne Rhône-Alpes et ne seront pas transmises au comptable public.

La Région se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative

Le versement de la subvention de la Région sera effectué par virement de compte à compte. Un RIB valide doit impérativement être transmis avec la première demande de paiement. A chaque modification des coordonnées bancaires, un nouveau RIB doit être produit pour permettre le virement.

ARTICLE 5 : DELAIS

Le projet pour lequel une subvention régionale est attribuée doit être effectivement justifié dans des délais fixés par la Région.

- Les dépenses rattachées au projet sont éligibles si elles sont payées par le bénéficiaire entre le **09/02/2018** et le **29/03/2020**.
- Les justificatifs permettant le mandatement du solde de la subvention devront être reçus à la Région avant le **29/03/2020**.

Le non respect des délais fixés entraîne l'annulation partielle ou totale de la subvention. Une procédure de restitution sera engagée pour les sommes déjà versées mais qui n'auront pas été justifiées.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

- gérer avec rigueur et dans le respect des lois et règlements en vigueur les fonds qui lui sont attribués ;
- utiliser la subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée, tel que défini à l'article 1, et garantir une destination conforme à son objet social et à ses statuts, ou à ses compétences statutaires ;
- permettre et faciliter à tout moment la vérification sur pièces et sur place, par la Région ou par toute instance de contrôle et d'audit habilitée à cet effet, de l'application de la convention et de la bonne utilisation des fonds versés, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- répondre à toute demande d'information et d'accès aux documents relatifs au suivi budgétaire et financier ainsi qu'à toutes pièces justificatives de l'emploi de la subvention ;
- porter à la connaissance de la Région tout changement dans sa situation juridique, notamment toute modification de ses statuts, dissolution, fusion et plus généralement de toutes modifications importantes de son fonctionnement ;

- informer la Région de toute modification dans le déroulement de l'opération subventionnée ; toute modification, si elle est acceptée par la Région, fera l'objet d'un avenant à la présente convention ;
- en cas de litige, apporter la preuve qu'il a tout mis en œuvre pour que la Région reçoive les pièces justificatives au plus tard à la date limite précisée dans cette convention ;
- signer la convention, le versement de la subvention étant subordonné à cette condition.

ARTICLE 7 : RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION

La subvention devra être restituée, en tout ou partie, à la Région en cas de résiliation de la présente convention par la Région prévue à l'article 10.2, et dans les cas suivants :

- les obligations prévues dans la présente convention, et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire, n'ont pas été respectées ;
- l'utilisation de la subvention octroyée est différente de celle mentionnée à l'article 1 de la présente convention, ou le tiers ayant perçu la subvention régionale n'est pas le bénéficiaire cité dans la présente convention ;
- toutes les sommes versées par la Région n'ont pas fait l'objet de justificatifs ;
- l'équipement subventionné ne reste pas la propriété du bénéficiaire pendant la durée de son amortissement. Le cas échéant, la subvention sera restituée au prorata de la durée de l'équipement restant à amortir ;
- l'usage de l'équipement subventionné n'est pas conforme à celui pour lequel il a été financé par la Région ;
- l'ensemble des subventions publiques perçues excède les dépenses engagées pour la réalisation de l'opération subventionnée ;
- la dissolution de l'organisme bénéficiaire qui entraînera le reversement de la subvention au prorata de la réalisation de l'action subventionnée.

ARTICLE 8 : ARCHIVAGE ET DUREE DE CONSERVATION DES DOCUMENTS

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver dans un lieu unique le dossier technique, financier et administratif de l'opération pendant une période de dix ans à compter de la date d'attribution de la subvention.

A défaut le bénéficiaire s'expose au risque de devoir restituer la subvention perçue.

ARTICLE 9 : LUTTE ANTIFRAUDE

Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre de recommandations de l'Union européenne

9.1 Conflit d'intérêts

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif.

9.2 Fraude

Est considéré comme une fraude, tout acte intentionnel ou omission portant sur :

- l'utilisation ou la présentation de déclarations fausses, inexactes ou incomplètes, ou de documents, qui a pour effet l'appropriation illicite ou la rétention de fonds publics ;
- la non-divulgaration d'informations en violation d'une obligation spécifique, avec les mêmes effets ;
- au détournement de ces fonds à des fins autres que celles pour laquelle ils ont été initialement accordés.

9.3 Corruption

Est considérée comme corruption un comportement pénalement répréhensible par lequel une personne (le corrompu) sollicite, agréé ou accepte un don, une offre ou une promesse, des présents ou des avantages quelconques en vue d'accomplir, de retarder ou d'omettre d'accomplir un acte entrant d'une façon directe ou indirecte dans le cadre de ses fonctions. L'infraction a une double portée puisqu'elle recouvre l'existence d'un corrompu et d'un corrupteur.

Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt, irrégularité, fraude ou corruption qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'une des situations citées ci-dessus, ou susceptible de conduire à l'une de ces situations en cours d'exécution de la convention et d'en informer la Région.

ARTICLE 10 : RELATIONS ENTRE LA REGION ET L'ORGANISME BENEFICIAIRE

10.1 Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature par les parties. Elle prendra fin au plus tard deux ans après la date de paiement du solde de la subvention.

Toutefois, les dispositions à caractère financier ou de contrôle s'imposent au-delà de la durée de la convention.

10.2 Résiliation de la convention

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En outre, la convention pourra, avant son expiration, être résiliée de plein droit par la Région par notification écrite : en cas de force majeure, pour tout motif d'intérêt général, en cas d'abandon du projet, objet de la convention, notifié par le bénéficiaire à la Région, ou de changement du porteur de projet.

La convention pourra également être résiliée à l'initiative du bénéficiaire renonçant à la subvention régionale.

10.3 Modification de la convention

Toute modification de la présente convention s'effectuera par avenant délibéré dont la signature devra être autorisée par le Conseil régional ou la Commission permanente si elle en a reçu délégation.

10.4 Règlement des litiges

A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif territorialement compétent.

Pour le bénéficiaire
(Nom et signature identifiables)

Fait au Conseil régional, le

04 JUIN 2018

Pour le président et par délégation
La Direction des Finances,

Rachid ZARROURI

Responsable de Département de Gestion
Financière

Portant sur les Obligations d'information et de communication des bénéficiaires de subventions de la Région auprès du public et des bénéficiaires finaux du projet subventionné.

Fiche N° : DESRI – 03

Intitulé : Aide au fonctionnement (coopération universitaire et scientifique, petits équipements, aide à des postes RH, etc.)

Nature des obligations de Communication demandées au Bénéficiaire de la Subvention		Temporalité
<ul style="list-style-type: none"> • Si le bénéficiaire de la subvention dispose d'un site internet : il devra mentionner le soutien régional + Logo, si possible en page d'accueil du site (avec échange de lien avec le site de la Région https://www.auvergne-rhone-alpes.fr/). 		Durant la réalisation du projet
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La Subvention régionale porte sur le <u>financement d'Équipements</u> : ceux-ci devront faire l'objet d'un marquage avec apposition du Logo de la Région par tout moyen approprié (par Stickers, flocage, sérigraphie, ou tout autre moyen tel que plaque ou panneau) directement sur les équipements, ou bien sur le lieu où ils sont installés ou entreposés. Des stickers peuvent être mis à disposition par le Service instructeur. 		A la livraison des équipements
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La Subvention régionale porte sur la participation au financement d'un poste en Ressource humaine : la signature électronique de l'intéressé devra intégrer le Logo de la Région, en tant que Partenaire du projet. 		Durant la réalisation du projet
<ul style="list-style-type: none"> • La Subvention permet le financement d'une prestation ou d'une aide destinée à des bénéficiaires finaux ; le Bénéficiaire de la Subvention adressera un courrier-type d'information signé par le Président de la Région, à tous les bénéficiaires finaux. Le courrier-type sera remis par le service instructeur. 		Durant la réalisation du projet
<p>Justificatifs à remettre à la Région :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un exemplaire des Supports de communication réalisés, photos datées des supports réalisés type plaque ou panneau, ou d'une copie d'écran pour les supports digitaux. - le cas échéant, remise d'un exemplaire des Livrables. 	<p>Les justificatifs sont à remettre pour le règlement du Solde (sauf pour un panneau de chantier : à remettre pour le versement du 1^{er} acompte).</p>	
<p>Important :</p> <p>Le respect des Obligations de Communication par le Bénéficiaire de la Subvention conditionnera le versement du Solde du soutien régional. Son contrôle se fera à partir des justificatifs remis ; la Région effectuera des contrôles sur place, par sondage.</p> <p>Le logo de la Région Auvergne-Rhône-Alpes est téléchargeable sur son site internet : rubrique LOGO.</p> <p>Un Guide est à la disposition des Bénéficiaires sur le site internet pour expliciter la mise en œuvre de ces dispositions.</p>		

ANNEXE : CALCUL DE LA DEPENSE ELIGIBLE RETENUE

Référence dossier Notes : 18 004028 01

Cette annexe s'applique aux subventions d'investissement et de fonctionnement spécifiques.

Prise en compte de la TVA

Les dépenses prises en compte pour le calcul de la subvention sont les charges comptabilisées soit (cocher la case ci-dessous pour préciser si la dépense éligible retenue est HT ou TTC) :

- Dépenses HT pour les assujettis (récupération de la TVA) ☐
- Dépenses TTC pour les non assujettis (non récupération de la TVA) ☒
- Dépenses HT et TTC pour les assujettis partiels, en fonction de leur situation fiscale ☐

Pour les activités ouvrant droit au FCTVA, les dépenses retenues seront HT.

DEROGATION DELIBEREE : le périmètre de dépenses éligibles est constitué des coûts directs, incluant les coûts directs de personnel, et de coûts indirects forfaitaires.

	Montant
Total opération = dépenses totales du projet	30 444,00
Calcul de la dépense éligible	
Préciser dans cette case la nature des dépenses non retenues (à compléter le cas échéant)	
Préciser dans cette case d'autres dépenses non retenues (à compléter le cas échéant)	
Coûts directs retenus (a)	30 444,00
<i>dont dépenses directes de personnel éligibles (b)</i>	30 444,00
Coûts indirects forfaitaires (c) Taux investissement = 20 % des dépenses directes de personnel éligibles (20%*b) Taux fonctionnement = 15 % des dépenses directes de personnel éligibles (15%*b)	
Dépense éligible retenue (a+c) (*)	30 444,00
Subvention	30 444,00

Les dépenses directes de personnel éligibles sont les salaires et charges sociales. La taxe sur les salaires est comprise dans ces dépenses.

Les coûts indirects sont définis comme des coûts nécessaires à la réalisation du projet, mais non exclusivement dédiés au projet. Ils ne peuvent être justifiés ou mesurés de façon individuelle. Ces dépenses permettent de couvrir les dépenses indirectes du projet (ex : frais généraux structure)

(*) Ce montant correspond au montant de dépense éligible retenue précisé dans l'acte attributif (convention ou arrêté).

N° subvention	Nom bénéficiaire	Sujet	Objet	Nom du chercheur (pour information)	Nom du doctorant (pour information)	Nom du laboratoire (pour information)	Montant proposé
18-004028-01	UNIVERSITE LUMIERE LYON 2	La prostitution entre Grenoble et Lyon du XVIIIe siècle au milieu du XIXe siècle. Représentations, espaces et pratiques	ARC 2016 N° 05 ADR 3ème ANNEE	COQUERY Natacha	Emilie CORDUCCI	LARHRA (UMR 5190)	30 444,00 €